

Catalogne : le parquet requiert la prison pour huit dirigeants indépendantistes



Madrid, 2 octobre (RHC)- Le parquet espagnol a requis aujourd'hui, la prison pour huit des quatorze membres du gouvernement catalan destitué. Ces derniers font l'objet d'une enquête pour "rébellion": depuis Bruxelles un "procès politique".

Le ministère public a demandé la détention provisoire pour le vice-président Oriol Junqueras et sept autres des huit "ministres" qui se sont présentés devant un juge d'instruction à Madrid. Il a demandé la liberté sous caution de 50 000 euros pour le huitième, Santi Vila, qui avait démissionné avant la proclamation unilatérale d'indépendance de la Catalogne, le 27 octobre.

Carles Puigdemont, en Belgique depuis lundi, et quatre autres ministres destitués ont refusé de comparaître. La présidente du Parlement catalan, deux députés et trois membres du bureau du Parlement ont eux obtenu un report de leur audition jusqu'au jeudi 9 novembre à 9h30 pour pouvoir préparer leur défense.

Le procureur général demande que tous soient inculpés pour "détournement de fonds publics", "sédition" et "rébellion", les deux derniers étant passibles de peines maximales de quinze et trente ans de prison.

Il les accuse d'avoir encouragé "un mouvement d'insurrection active" au sein de la population catalane pour parvenir à la sécession, en ignorant toutes les décisions de justice, y compris l'interdiction d'organiser un référendum d'autodétermination le 1er octobre.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/146297-catalogne-le-parquet-requiert-la-prison-pour-huit-dirigeants-independantistes>



Radio Habana Cuba